

SOMMAIRE

Page 1

À la recherche de l'ARS.
Le Projet régional de santé

Page 2

Les priorités du M.9.
Le combat de Fabienne Buccio.

Page 3

Normandie French Fab.
La Région n'oublie pas ses communes.

Page 4

Girondin pour rester parisien.
Les investissements.

Le projet régional de santé.

Par un communiqué "froid et technique", l'Agence régionale de Santé de Normandie, dirigée par Christine Gardel, vient d'annoncer le lancement de la consultation du Projet régional de santé de Normandie.

- Cette consultation a commencé le 9 mars et s'achèvera début juin. Sont consultés la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie, les Conseils départementaux de la citoyenneté et de l'autonomie, la Préfète de région, les collectivités territoriales et le Conseil de surveillance de l'ARS. À l'issue de la consultation, Christine Gardel arrêtera le PRS fin juin 2018.

Une appropriation nécessaire.

Après plus d'un an de préparation, ce projet est important puisqu'il cherche à améliorer la santé des Normands et à réduire les inégalités sociales et territoriales qu'ils connaissent dans ce domaine, dans le cadre de la stratégie nationale de santé 2018-2022.

- Christine Gardel profitera-t-elle de l'occasion pour présenter publiquement sa vision du système de santé normand à 4 ou 5 ans ? Les élus l'espèrent ; cela favoriserait l'appropriation du PRS.

<https://www.normandie.ars.sante.fr/projet-regional-de-sante-prs-de-normandie-lars-lance-la-consultation-regionale>

À la recherche de l'ARS.

• On aimerait bien la connaître...

Qu'ils soient maires, députés, sénateurs, présidents d'EPCI, ou représentants de la Région et des Départements, beaucoup d'élus normands aimeraient davantage connaître - personnellement - Christine Gardel, la directrice générale de l'ARS Normandie depuis le 4 janvier 2017.

- Il faut dire que ses responsabilités sont importantes puisqu'elle pilote la politique de santé publique en Normandie et qu'elle régule l'offre régionale de soins afin de répondre aux besoins des habitants, tout en accroissant l'efficacité du système de santé. Si on ajoute qu'elle est en première ligne à chaque fois qu'une crise sanitaire survient, on comprend que beaucoup d'élus la regardent comme une " préfète de la santé ".

- Leur désir de mieux la connaître s'explique facilement. Partout, ils s'inquiètent de la dégradation de l'offre de soins et dénoncent, comme sur le territoire de l'Agglomération du Cotentin, "une situation sanitaire dramatique". Ici, c'est la désertification médicale qui est pointée du doigt (les départements de l'Eure et de l'Orne sont particulièrement concernés) ; là, ce sont les craintes sur l'avenir des hôpitaux de proximité (comme à Vire) ou des maternités (comme à Bernay) qui sont exprimées ; plus loin, dans le Calvados notamment, c'est le manque de moyens des EHPAD qui est critiqué ; ailleurs, on s'interroge sur la gouvernance des établissements et sur leurs déficits récurrents. Le scénario est connu : les personnels inquiets interpellent leurs représentants qui interpellent les élus qui écrivent au Département, à l'ARS ou au ministère... en espérant une réponse positive, rapide et bien documentée... qu'ils attendent souvent longtemps.

- Aujourd'hui, avec les liaisons ferroviaires, les dysfonctionnements du système de santé sont la grande préoccupation des élus locaux. C'est aussi une préoccupation "politique" des responsables régionaux en charge de l'aménagement du territoire : les "Haut-Normands", par exemple, redoutent de faire les frais d'une "concentration des moyens hospitaliers" sur la Basse-Normandie, avec la reconstruction du CHU de Caen (500 M€). De son côté, Le Havre s'interroge sur son rôle et sa place dans le système hospitalier normand : difficile d'exister entre Rouen et Caen. L'affaire ne concerne pas seulement les cliniques et les hôpitaux, elle concerne aussi l'enseignement supérieur, les formations médicales et paramédicales, les laboratoires de recherche ; là encore, la compétition est grande.

Mon commentaire : d'où l'importance d'un contact personnel et direct avec Christine Gardel... "pour en parler" et se faire entendre.

• Où est-elle ?

Manifestement, Christine Gardel n'aime pas la "société du spectacle". Elle préfère le calme de son bureau et l'étude de ses dossiers ; c'est une grande qualité pour "aller au fond des choses", à condition toutefois de ne pas se

Le combat de Fabienne Buccio.

L'égalité femmes-hommes ayant été déclarée "grande cause nationale" par le Président de la République, les préfètes et préfets ont donc été invités à relayer la "bonne parole" de l'Etat, sur leurs territoires respectifs. Ces opérations "relais" sont, somme toute, très classiques.

- Le 13 mars dernier, à la Préfecture de Région, Fabienne Buccio s'est donc livrée à l'exercice. Mais elle l'a fait avec une telle détermination que "l'exercice" s'est transformé en "ordre de mobilisation" avec la présentation d'une véritable stratégie régionale.
- *"Il ne suffit pas de relayer les messages nationaux, a-t-elle dit en substance, il faut agir concrètement, sur le terrain, en mobilisant toutes les parties prenantes, dans la durée..."* Le message est clair : en matière d'égalité femmes-hommes, *"ce que tu fais te fait"*.

La stratégie régionale.

Grâce à différents travaux en ateliers, la stratégie a été élaborée par Marion Perrier, la directrice régionale aux droits des femmes et à l'égalité, qui dispose d'un budget-levier de 850 K€ qui permet de lever 4 fois plus de contributions en s'appuyant sur une quinzaine de partenaires, comme la Région par exemple.

4 axes prioritaires ont été retenus :

- Développer la mixité des métiers. Le secteur du numérique illustre l'importance du travail à accomplir.
- Accroître la contribution des femmes au développement économique de la région : incitation à la création d'entreprise, etc.
- Renforcer l'attractivité des territoires par un accès égalitaire à tous les espaces de vie : libre circulation des femmes partout ; développement des pratiques culturelles, sportives, etc.
- Garantir l'exemplarité de l'État en matière d'égalité femmes-hommes.

Naturellement, pour être efficace, l'action de l'État doit entrer en bonne résonance avec celle des collectivités. Elles sont de plus en plus nombreuses à s'engager. La Métropole de Rouen, par exemple, s'est engagée, avec les transporteurs dans la lutte contre le harcèlement. La préfète applaudit, ce combat est manifestement le sien : dé-ter-mi-na-tion !

couper du terrain et d'être suffisamment à l'écoute des "vibrations locales" pour ne pas apparaître comme "une technicienne froide et lointaine". Cet équilibre est toujours difficile à trouver.

- Depuis un an, elle est d'une impressionnante discrétion. Par exemple, elle ne s'est exprimée qu'une seule fois dans "Ouest-France" (c'était le 13 février dernier), à propos du manque de médecins pour dire que les pôles de santé sont sûrement une réponse à désertification, de même que le recours aux professionnels retraités dans les zones les moins attractives. Dans Paris-Normandie, sa discrétion est la même : aucun article ne lui a été consacré - en propre - depuis son arrivée. Et quand les journalistes lui demandent une interview, ses collaborateurs ne disent pas "non", mais l'éventuel rendez-vous est toujours renvoyé aux calendes grecques et la date attendue n'arrive jamais.
- L'ARS serait-elle muette ? Pas tout à fait. Elle s'exprime par des communiqués techniques, sur des sujets d'actualité comme "le développement de la télémédecine dans les EHPAD", "la prévention du suicide", "la qualité de l'eau du robinet après les inondations" ; des communiqués pratico-pratiques, diffusés "de haut en bas", à son initiative, qui ne parlent jamais de la politique régionale de l'agence, le vrai sujet qui intéresse les élus. Ce décalage est la source d'une certaine frustration.
- Dans la famille des hauts fonctionnaires normands, Christine Gardel est la responsable la moins visible ; elle l'est aussi dans la famille des directeurs d'ARS de France qui, toutes et tous, se font davantage voir et entendre ; *"on ne la connaît pas, regrettent de nombreux élus normands, on pourrait croire qu'elle a peur de nous parler..."*

Mon commentaire : cette posture risque d'être préjudiciable à la réalisation de sa mission ; une mission qui n'est pas seulement technique, mais éminemment politique puisque son succès est fondé sur l'adhésion et la mobilisation. Il existe ici une distance qu'il convient de réduire ; la consultation qui vient d'être lancée sur le PRS, le Projet Régional de Santé de Normandie, est une chance à saisir : la saisira-t-elle ?

4^e rencontre du M.9

Santé, attractivité, insertion : les 3 priorités de la Manche.

Le M.9, qui rassemble le président du Département de la Manche et ses homologues des 8 EPCI qui structurent le territoire, vient de se réunir pour la

Et pendant ce temps-là...

• Le PIA 3 Tour

On n'est jamais trop prudent. Pour éviter "une nouvelle déconvenue", les services de l'État et de la Région vont achever cette semaine, la tournée des 5 départements normands qu'ils ont organisée, depuis le 13 mars, pour aller vendre aux entreprises le PIA 3 régionalisé, le Plan d'Investissement d'Avenir.

- L'État et la Région Normandie ont, en effet, décidé de mettre à disposition 18,6 M€ pour renforcer les entreprises innovantes et les filières stratégiques. Cet effort sans précédent, sous forme de subvention et d'avances récupérables, est financé à parts égales par les deux partenaires. Le dispositif est animé par BPI France, l'AD Normandie, le SGAR et la DIRECCTE.

Les aides disponibles s'adressent :

- Aux entreprises pour les soutenir dans leurs projets de R&D et d'innovation.
- Aux entreprises ou groupements d'entreprises pour favoriser le développement des filières industrielles notamment via la mutualisation de moyens de recherche et d'innovation, l'échange de données et d'informations en vue de partages de visions technologiques ou de marché.

Jusqu'à présent, les Normands n'ont pas su profiter des PIA ; avec cette tournée, Fabienne Buccio et Hervé Morin espèrent mobiliser les entreprises.

Elisabeth Castellotti.

La féminisation du corps préfectoral se poursuit en Normandie : Elisabeth Castellotti, 56 ans, est la nouvelle sous-préfète de Cherbourg, elle succède à Michel Marquer, nommé à Paris comme directeur général de la sécurité civile, le 15 janvier dernier.

Depuis 2015, elle était adjointe au sous-directeur de l'action sociale à la direction des RH de la préfecture de police de Paris.

Hervé Doutez.

Vient de quitter Avranches où il était sous-préfet pour devenir directeur de cabinet du préfet de Haute-Corse.

Changement de tête au CNFPT.

Olivier Compain, administrateur territorial hors classe, 47 ans, vient d'être nommé directeur des délégations de Normandie Caen et de Normandie Rouen du CNFPT à compter du 12 mars 2018.

- Directeur de la délégation Auvergne du CNFPT depuis 2015, Olivier Compain a occupé précédemment le poste de directeur général adjoint en charge des ressources à la ville de Caen.

Il succède à Pascale Calandot, qui a fait valoir ses droits à la retraite après 40 années passées au sein de la fonction publique territoriale.

Le Forum mondial pour la paix.

Voulu par la Région, le 1^{er} forum mondial "Normandie pour la Paix" se réunira à Caen du 6 au 8 juin.

- Hervé Morin veut en faire le rendez-vous international des experts en géopolitique, des dirigeants politiques qui doivent construire la paix mondiale.

- Citation : "notre objectif est de faire de "Normandie pour la Paix" une manifestation internationale avec une résonnance considérable"

À noter : dans cette perspective, la Région vient de lancer le "Cercle des entrepreneurs pour la Paix" afin de rassembler tous les mécènes intéressés.

Lundi de Pâques

Votre Chronique de Normandie ne paraîtra pas le 2 avril

Naturellement, vous la retrouverez le lundi suivant !

4^{ème} fois à Villedieu-les-Poëles. L'état d'esprit des "9" est toujours le même : "nos territoires ne sont pas en compétition, mais complémentaires. On est plus fort en jouant collectif."

Trois priorités se sont dégagées des derniers travaux :

- L'amélioration de l'offre de soins : le M.9 va envoyer un courrier à l'ARS afin de l'interpeler sur le besoin d'un appareil de coronarographie et sur le financement de Dragon 50, l'hélicoptère de la sécurité civile.
- La politique d'attractivité du territoire : les intercommunalités vont collaborer davantage avec le Département afin d'améliorer l'accueil des nouveaux arrivants, investisseurs, touristes et médecins. Les 8 intercommunalités vont financer l'agence Latitude Manche à hauteur de 78 000 € en 2018.
- La réussite des dispositifs d'insertion : l'objectif est de rapprocher de l'emploi des personnes qui en sont très éloignées grâce à une coopération renforcée entre le Département et les intercommunalités. Rappelons que le Département a mis en place différents types de contrats aidés pour le secteur non-marchand et une aide à l'embauche, le Contrat Insertion Emploi Manche (CIEM) pour le secteur marchand.

Commentaire : le M.9 est en train de trouver sa raison d'être, ses lignes de force et sa valeur ajoutée.

Normandie French Fab.

La Normandie, région-pilote de l'industrie du futur ?

Pour valoriser l'excellence industrielle et promouvoir l'industrie du futur en Normandie, Hervé Morin a décidé de décliner régionalement le label national "French Fab" en le transformant en "Normandie French Fab".

- "La Normandie se positionne comme une région pilote dans le domaine de l'Industrie du futur, explique-t-il, avec "Normandie French Fab", nous voulons être la vitrine des savoir-faire industriels du futur".

Concrètement, avec l'ADN, la Région va soutenir plusieurs initiatives :

- Pour mettre en réseau les chefs d'entreprise intéressés : le club "Normandie French Fab" pilotera cette politique d'animation et de promotion.
- Pour créer des outils d'accompagnement des projets industriels. Porté par le CESI de Rouen, le projet DEFI&CO (Développer l'Expertise Future pour l'Industrie et la Construction) est un bon exemple. Il vise à développer en 5 ans des contenus de formations qualifiantes adaptées aux transformations et aux métiers du futur.

Et pendant ce temps-là...

• Pays de Dreux : la Région n'oublie pas ses communes.

La Région Normandie n'oublie pas ses communes frontalières qui appartiennent à des intercommunalités extra-régionales. En effet, elle vient de signer un accord avec la Communauté d'agglomération de Dreux, située dans la région Centre de Val de Loire, afin de financer, d'ici à 2021, 9 projets des trois communes normandes qui en font partie.

Ces communes sont les suivantes : Ezy-sur-Eure, Ivry-la-Bataille et Nonancourt. Retenons parmi les projets financés :

- La restauration du château médiéval d'Ivry la Bataille.
- L'aménagement d'un écoquartier et la création d'une maison de santé à Ezy.
- Le réaménagement du centre-bourg et la restructuration du gymnase de Nonancourt.

Au total, l'apport de la Région s'élève à 1,4 M€.

• Altitude Infrastructure numéro 2

Altitude Infrastructure est désormais le deuxième opérateur français sur le marché des RIP, les réseaux d'initiative publique, avec 2,7 millions de prises FTTH (Fiber To The Home). Il vise désormais les 3 millions et, pour accompagner sa croissance, il va recruter (150 personnes cette année) et agrandir son siège social à Val-de-Reuil.

La 1^{ère} convention maritime.

Soutenue par l'ADN, l'association "Normandie Maritime" va organiser sa première convention d'affaires, le 16 avril, à la CCI du Havre.

- Objectifs : développer les relations entre les entreprises du secteur et promouvoir leurs savoir-faire.

Rappel : créée le 21 novembre dernier et présidée par Stéphane Kervean (EFINOR), l'association est l'embryon d'une future filière "économie maritime normande" qui doit fédérer et représenter les entreprises de "construction, réparation, démantèlement", les services maritimes, et le secteur de la plaisance.

Rouen, capitale de la culture

Frédéric Sanchez, on le sait, veut que Rouen soit la capitale européenne de la culture en 2028.

- Pour préparer cette candidature, la Métropole va organiser, le 11 avril à 18 h 30, une grande soirée de réflexion sur la construction d'une vraie dynamique territoriale et sur les mesures à prendre afin de mobiliser toutes les parties prenantes.

On y entendra, notamment, le retour d'expérience de ceux et celles qui se sont déjà lancés dans cette aventure européenne.



Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, rue de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : x/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

La **CHRONIQUE**
de Normandie

Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 | 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

Abonnement : 250 € TTC/an pour 44 n°
(TVA 2,1%)

Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros

SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

- Pour favoriser l'accès au marché. Lancé en 2017 à Gruchet-Le-Valasse, le salon "Industrie du futur en Normandie" va se développer. L'édition 2018, se tiendra, le 31 mai, au CID de Deauville, avec 75 exposants prévus et 5 ateliers pour s'informer sur les dernières avancées.

À noter : la démarche Normandie French Fab a été saluée par Philippe Darmayan, président de l'Alliance pour l'Industrie du Futur et Marie Adeline-Peix, présidente du conseil d'administration de Bpifrance.

Avec "Territoires"

Hervé Morin est girondin pour rester parisien.

Parce qu'il ne croit plus aux grandes formations politiques traditionnelles, qu'il juge déconnectées de "la vraie vie", Hervé Morin vient de lancer "Territoires", un mouvement résolument "girondin" qui cherche à fédérer les acteurs de terrain pour peser sur la politique nationale.

- De son point de vue, les Régions (et les grandes intercommunalités) sont les vraies matrices de la France de demain, là où naissent les nouvelles idées et les nouvelles pratiques dont le pays a besoin, notamment pour compenser le manque d'imagination des jacobins.

- Avec "Territoires", Hervé Morin fait le pari d'une République féodale, animée par ses grands feudataires (qui ont la légitimité du terrain) ; il pense aussi que la Normandie peut devenir - grâce à lui - la région-pilote du pays tout entier, son centre d'innovations et d'expérimentations, son producteur d'avenir... à deux heures de Paris. D'où l'importance de sa mobilisation sur les grands dossiers nationaux de la région : les ports, l'axe Seine, les trains, l'énergie, l'apprentissage, l'attractivité...

- "Territoires" n'est pas un parti politique, mais une association ; "tous ceux qui veulent participer à la reconstruction de la vie politique sont les bienvenus", l'affaire n'est pas réservée aux centristes. En Normandie, notons que la sénatrice Catherine Morin-Desailly participe à l'aventure.

Commentaire : Hervé Morin cherche à rassembler les "déçus du national" qui se replient sur le local. Chez les élus, il y en a beaucoup en Normandie comme Joël Bruneau (Caen) ou Guy Lefrand (Évreux). Il cherche aussi à se démarquer des autres présidents de Région qui ont créé leur propre parti ; en soulevant très haut l'étendard des "Girondins", il veut enfin rester parisien en se positionnant - dans la durée - comme l'interlocuteur "Régions" du gouvernement. De fait, il ne sera pas toujours président de l'ARF.

Et pendant ce temps-là...

• Les 80 M€ de Total

A Gonfreville-l'Orcher (76), Total a commencé un arrêt progressif de quatre mois pour inspections et maintenance des unités pétrochimiques (styrène, vapocraqueur, butadiène et aromatiques 3) et d'une unité polymères (polyéthylène linéaire).

Au total, 80 M€ vont être investis pour améliorer l'efficacité énergétique des installations et accroître les performances opérationnelles de la plateforme.

• France/Angleterre : une interconnexion transmanche ?

Aquind, société britannique de transport d'électricité, a un projet d'interconnexion sous la Manche entre le Royaume-Uni et la France. Il s'agit d'une liaison par câble d'environ 245 km qui relierait le poste électrique de Barnabos (Ancretiéville-Saint-Victor, 76) au poste de Lovedean situé au nord de Portsmouth, et qui permettrait de transporter 16 TWh d'électricité par an.

Le coût du chantier est estimé à 1,4 Md€, les travaux pourraient débuter en 2020.

À noter : le tracé n'est pas encore définitif, d'autres sites de Seine-Maritime sont évoqués, mais celui de Barnabos dispose des infrastructures nécessaires.